

La grève des étudiants se poursuit à l'université du Burundi

RFI, 08-04-2017 Réforme des bourses au Burundi: deuxième semaine de grève pour les étudiants Au Burundi, la grève des étudiants se poursuit à l'université du Burundi, suite à l'arrestation de leurs délégués, jugés apparemment « coupables » d'avoir osé envoyer un ultimatum au président Pierre Nkurunziza pour qu'il abroge un décret instituant désormais un prêt-bourse pour les étudiants. Ils bénéficiaient jusqu'alors d'une bourse gratuite et pratiquement sans condition. [Photo : Campus Kiriri]

Leur grève devait commencer il y a deux jours, fin de l'ultimatum lancé au président Pierre Nkurunziza pour abroger son décret instituant désormais le système de prêt-bourse pour les nouveaux étudiants burundais. Mais l'arrestation de quatre de leurs délégués, les premiers depuis une dizaine de jours, a précipité leur mobilisation. Les plus de 11 000 étudiants ont tout de suite arrêté toute participation aux cours, en exigeant la libération de leurs leaders qui sont détenus dans les cachots du très redouté Service national de renseignement (SNR), officiellement pour « préparation d'une insurrection » à l'université. Les étudiants sont entrés ce vendredi 7 avril dans leur neuvième jour de grève, un mouvement qui ne faiblit pas jusqu'ici. « Nous allons continuer jusqu'à ce qu'on obtienne gain de cause », assure crânement un des délégués encore libres. Tous sont passés dans la clandestinité pour échapper aux agents lancés à leurs trousses. Le gouvernement droit dans ses bottes Le pouvoir est lui tout aussi déterminé à aller au bout de sa réforme, qualifiée de « primordiale ». Il appelle les étudiants à regagner les auditoriums, sous peine de sanctions. Rien jusqu'ici ne semble avoir entamé la détermination des étudiants, « décidés à se battre pour l'accès des enfants des paysans » – soit près de 90% de la population burundaise – à l'éducation universitaire. Mais plusieurs délégués assurent aussi être conscients qu'ils vivent désormais sous ce qu'ils qualifient de « régime de terreur ». « Ça sera dur, mais c'est un combat pour nos petits frères », confie l'un d'eux, la peur dans la voix. La réforme du gouvernement est jugée nécessaire par de nombreux intervenants dans le secteur de l'éducation en raison de l'explosion du nombre d'étudiants, mais impossible à mettre en application depuis des années en raison de la mobilisation des étudiants. Après deux ans de crise dans le pays, le pouvoir semblait cette fois estimer que le moment était favorable à sa réforme. Mais c'était sans compter cette mobilisation étudiante.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});